

Conseil communal du 10 février 2015 : procès-verbal de la séance :

PRESENTS :

MM. Galant J., **Présidente**,
Caulier G., Horny D.,
Desmet-Culquin B., D'Haese-Leuridant M.,
Demoustiez A., **Echevins**,
Dubois G., Mauroy-Moulin-Stalpaert P.,
Pottiez P., Hallot J.P., Senecaut M.,
Robette-Delputte F., Decamps P., Delhay J.,
Chanoine V., Dessilly V.,
Egels E., Petit N., Conseillers,
Gillard S., **Directeur général**.

EXCUSEE : Vanderkel A., Breuse E., Decoster C., **Conseillers**

-
1. Approbation du procès-verbal de la séance du 16 décembre 2014 – partie publique – approbation.

LE CONSEIL COMMUNAL,siégeant en séance publique,

Approuve le procès-verbal de la séance du 16 décembre 2014,partie publique, à l'unanimité.

-
2. Finances – Budget du CPAS 2015 – approbation

Monsieur Chanoine, Echevin des Finances et Président du CPAS, présente le Budget 2015 du Centre.

Monsieur Delhay l'interroge sur le « flux » de demandeurs d'aide sociale qui était attendu suite à l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation relative aux allocations de chômage et aux allocations d'insertion. Le Président du CPAS informe l'assemblée que depuis le 1^{er} janvier 2015, 10 demandes de Revenu d'Intégration Sociale (RIS) ont été introduites auprès du Centre, et que ces demandes sont toujours en cours d'examen. Monsieur Chanoine précise par ailleurs que ce chiffre place la Commune de Jurbise dans la moyenne des communes semblables à Jurbise, et que le « flux » tant redouté ne semble donc pas s'être produit.

Monsieur Delhay demande également au Président du CPAS si les 50.000 € qui ont été budgétisés par le Centre pour parer à ce « flux » présumé, sera suffisant et à quel profil de demandeur ce montant pourra-t-il être précisément consacré. Monsieur Chanoine lui répond qu'il est encore trop tôt pour répondre précisément à cette question – les demandes étant pour la plupart toujours en cours d'analyse – mais qu'à ce jour, trois dossiers ont été acceptés.

A la question de Madame Senecaut, Monsieur Chanoine précise également que le taux de l'aide accordée a été fixé conformément aux dispositions légales et réglementaires en la matière.

LE CONSEIL COMMUNAL,siégeant en séance publique,

Approuve le Budget du CPAS, exercice 2015, à l'unanimité.

3. **Secrétariat – Démission de Mr Adrien DEMOUSTIEZ de sa fonction de vice-président de la C.C.A.T.M. et désignation d'un nouveau membre effectif représentant le quart communal – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,siégeant en séance publique,

Vu les dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Vu les dispositions du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie et plus particulièrement les dispositions de l'article 7 ;

Vu la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 relative à la mise en œuvre des Commissions Consultatives d'Aménagement du Territoire ;

Vu les Décrets des 18 juillet 2002, 1^{er} avril 2004, 3 février 2005, 27 octobre 2005, 23 février 2006, 1^{er} juin 2006 modifiant les règles relatives aux Commissions Consultatives Communales d'Aménagement du Territoire ;

Vu le Décret du 15 février 2007 modifiant l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du titre Ier du Livre Ier et les articles 1^{er}, 7 et 12 du Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie ;

Vu la circulaire ministérielle du 19 juin 2007 relative à la mise en œuvre des C.C.A.T.M., remplaçant la circulaire ministérielle du 14 janvier 2001 ;

Vu la décision 22 janvier 2013 du Conseil communal de renouveler la C.C.A.T.M. et de charger le Collège communal de lancer un appel public aux candidats conformément à l'article 7 § 3 du C.W.A.T.U.P.E. ;

Vu les Arrêtés ministériels de Monsieur le Ministre Philippe Henry du 22 octobre 2013, approuvant la composition et le règlement d'ordre intérieur de la Commission Consultative d'Aménagement du Territoire et de Mobilité de Jurbise ;

Vu que Monsieur Adrien Demoustiez a été désigné par le Conseil communal, en sa séance du 10 septembre 2013, comme membre effectif de la C.C.A.T.M. représentant le quart-communal et la majorité ;

Considérant que Monsieur Demoustiez a été désigné vice-président de la C.C.A.T.M. en date du 10 février 2014 ;

Considérant qu'en sa séance du 4 novembre 2014, le Conseil communal a désigné Monsieur Demoustiez en tant qu'Echevin de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire ;

Considérant qu'en date du 5 novembre 2014, Monsieur Demoustiez a informé le Collège communal de sa décision de démissionner de la fonction de vice-président de la C.C.A.T.M. ;

Considérant en effet que le Règlement d'ordre intérieur de la C.C.A.T.M. prévoit à l'article 2 qu'en cas d'absence du Président, c'est le vice-président, choisi par la commission parmi ses membres effectifs, qui préside la séance ;

Considérant que ce même article stipule qu'ont droit de vote le Président, les membres effectifs et le suppléant le mieux classé de chaque membre effectif absent ;

Vu qu'il y est également stipulé que l'Echevin de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et le conseiller en aménagement du territoire et urbanisme visé à l'article 12 § 1^{er}, 6° du Code ne sont pas membres de la Commission mais qu'ils y siègent avec voix consultative;

Considérant qu'il y a donc incompatibilité entre la nouvelle fonction de Monsieur Demoustier en tant qu'Echevin qui siège avec voix consultative et le poste de vice-président et membre effectif de la C.C.A.T.M. ;

Considérant qu'en sa séance du 10 septembre 2013, le Conseil communal a attribué deux suppléants à Monsieur Demoustiez ;

Considérant que la place de candidat effectif représentant la majorité revient donc au premier suppléant, Monsieur Jean-Pierre Hallot et que Madame Pascale Moulin-Stalpaert, devient donc suppléante ;

Considérant qu'il n'y a pas lieu de revoir la composition de la Commission dans son ensemble ;

Vu sa décision en séance publique de ce jour.

DECIDE, avec 15 voix « pour » et 3 « abstentions » :

Article 1^{er} : la Commission Consultative Communale d'Aménagement du Territoire et de la Mobilité sera organisée de la manière suivante pour les représentants du quart-communal:

1. Pour la majorité :

- Monsieur Jean-Pierre Hallot, Route d'Ath n°418 c à 7050 Jurbise et sa suppléante, Madame Moulin-Stalpaert, rue du Moustier n°24 à 7050 Jurbise;
- Monsieur Emmanuel Egels, Place d'Erbaut n°12 à 7050 Erbaut et son suppléant, Monsieur Vincent Dessilly, rue du Champignon n°4 à 7050 Herchies ;

2. Pour l'opposition

- Monsieur Jean-Yves Delhay, rue des Déportés n°108 à 7050 Masnuy-Saint-Jean et comme premier suppléant, Monsieur Pascal Delporte, rue Haute n°9 à 7050 Erbisoeul, et pour second suppléant, Monsieur Désiré Laza, rue des Martyrs n°25 à 7050 Jurbise.

Article 2 : D'adresser la présente délibération pour approbation au Service Public de Wallonie-Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de l'Aménagement Local, rue des Brigades d'Irlande 1 à 5100 Jambes.

4. Secrétariat – Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEE du 28 janvier 2015 – approbation de l'ordre du jour – ratification

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Livre V de la première partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et relatif aux modes de coopérations entre communes ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale HYGEE ;

Considérant que la Commune a été mise en mesure de délibérer par courrier du 11 décembre 2014 ;

Considérant que la Commune doit être représentée à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale par 5 délégués, désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

Considérant qu'il convient donc de définir clairement le mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant la Commune à l'Assemblée Générale de l'Intercommunale HYGEA du 18 décembre 2014 ;

Considérant que le Conseil doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale adressé par l'HYGEA ;

Considérant que les délégués rapportent à l'Assemblée Générale, la proportion des votes intervenus au sein de leur conseil et qu'à défaut de délibération du conseil communal, chaque délégué dispose d'un droit de vote correspondant au cinquième des parts attribuées à l'associé qu'il représente ;

Considérant toutefois qu'en ce qui concerne l'approbation des comptes, le vote de la décharge aux Administrateurs et aux membres du Collège des contrôleurs aux comptes et les questions relatives au plan stratégique, l'absence de délibération communale est considérée comme une abstention de la part de l'associé en cause ;

Considérant que **le premier point** inscrit à l'ordre du jour porte sur les modifications statutaires ;

Considérant qu'en date du 10 décembre 2014, le Conseil d'Administration a approuvé les modifications des articles statutaires suivants : 4.2III,4.3,4.4 b) et d),4.5,7.1§5,7.2§3,8.1,8.2,10,12,13.3,14,16,17,19,20§2,21.2,23,24,26,27,29,30,32,33,34,36,40,42,43, 44,47,48,49,50,51,53,61,62,63,65,66,67 ainsi que les annexes , d'où une renumérotation des articles ;

Considérant que **le deuxième point** inscrit à l'ordre du jour porte sur l'approbation de la modification du contenu minimum du Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I) adopté par l'Assemblée Générale du 29 septembre 2011 ;

Considérant que ce point est soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale sous réserve de l'approbation et de l'inscription du point par le Conseil d'Administration d'HYGEA du 18 décembre 2014 à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 28 janvier 2015 ;

LE CONSEIL DECIDE, à l'unanimité:

Article 1 : d'approuver les modifications des articles statutaires suivants : 4.2III,4.3,4.4 b) et d),4.5,7.1§5,7.2§3,8.1,8.2,10,12,13.3,14,16,17,19,20§2,21.2,23,24,26,27,29,30,32,33,34,36,40,42,43, 44,47,48,49,50,51,53,61,62,63,65,66,67 ainsi que les annexes , d'où une renumérotation des articles, qui seront adressées à l'Autorité de Tutelle ;

Article 2 : D'approuver les modifications du contenu minimum du Règlement d'Ordre Intérieur (R.O.I) qui sera applicable au Conseil d'Administration et aux Comités de gestion de secteur sous réserve de l'approbation et de l'inscription du point à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale du 28 janvier 2015.

5. **Marchés publics – Mode de passation des marchés : délégation au Collège Communal pour la réalisation de marchés publics portant sur de petits investissements relevant du service extraordinaire, d'un montant unitaire inférieur ou égal à 8.500 € HTVA et dont l'objet vise l'acquisition de petits matériels, la réalisation de prestations d'auteur de projet ou l'acquisition de fournitures diverses – approbation**

Madame Senecaut fait remarquer qu'elle ne comprend pas en quoi, pour certains articles prévus dans ce projet de délibération, l'urgence devrait être invoquée (par exemple, le projet de mise en valeur de la Fontaine Loquet, évoqué depuis plusieurs années) ni pourquoi des articles portant acquisition de certaines fournitures onéreuses (comme par exemple un tracteur) figurent dans ce projet alors que la délégation ne pourra porter que sur des marchés publics dont l'estimation ne dépassera pas 8.500 € HTVA.

La Présidente et l'Echevin des Finances lui précisent qu'il n'est pas question ici d'urgence, mais bien de réaliser des marchés publics dont l'estimation ne dépassera pas le montant évoqué. Et que cette délégation, accordée chaque année, permettrait au Collège communal de réaliser lesdits marchés en des délais rapides, garantissant une certaine efficacité et une meilleure réactivité.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil Communal ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25 ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Attendu que l'Administration Communale prévoit différentes acquisitions, différentes prestations et différents travaux à imputer au service extraordinaire du budget 2015;

Attendu que pour ces acquisitions et leur mise en œuvre, il s'avère nécessaire de recourir aux marchés publics par procédure négociée sans publicité ou par procédure négociée par facture acceptée ;

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'entretien, au remplacement ou à la réparation de divers appareils en place dans les bâtiments communaux, tels qu'imprimantes, copieurs, serveurs, ordinateurs, chaudières,...;

Attendu qu'en matière de sécurité pour le personnel ouvrier, le Collège Communal doit entretenir et acquérir des vêtements de travail et du matériel destiné à protéger le personnel dans son travail

quotidien (gants, casques, masques,...), et procéder aux petits aménagements nécessaires afin de garantir la sécurité du personnel ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il peut être opportun de remplacer le plus rapidement possible le matériel usé ou endommagé afin de ne pas altérer le bon fonctionnement des services communaux;

Attendu qu'en cours d'exercice, il s'avère régulièrement nécessaire de procéder à la désignation d'auteurs de projet qui seront chargés d'élaborer des dossiers d'adjudication portant sur des travaux d'entretien de voirie, d'égouttage, de curage ou encore de rénovation de bâtiments communaux ;

Attendu qu'en cours d'exercice, le Collège Communal doit faire face à l'évolution croissante de la population scolaire et pour ce faire, acquérir du mobilier et du matériel scolaire dans des délais réduits;

Attendu que les salles culturelles communales sont particulièrement sollicitées et qu'il est régulièrement nécessaire d'y effectuer des aménagements et des réparations afin de garantir leur utilisation continue, et ce dans des conditions optimales ;

Attendu qu'en cours d'exercice, il est parfois nécessaire de réaffecter certains locaux dans le cadre de la réorganisation des services communaux et pour ce faire, d'acquérir du mobilier de bureau;

Attendu qu'il y a lieu de maintenir en état le patrimoine local de la commune (voiries, parcs et jardins, bâtiments, signalisation...) et pour ce faire d'acquérir du mobilier urbain et de voirie;

Attendu que dans un souci d'économies d'échelles et de respect de la réglementation en vigueur, le Collège Communal souhaite acquérir ces différents services et fournitures, ou procéder à la réalisation de ces travaux, en respect des procédures de marché public;

Attendu que les investissements visés par la présente délibération ne dépassent pas le montant unitaire de 8.500 € HTVA.;

Attendu que les crédits budgétaires obligatoires, pour la réalisation de ces petits marchés publics, ont été approuvés dans le cadre du budget 2015 par le Conseil Communal en séance du 16 décembre 2014 ;

Considérant dès lors qu'il s'avère opportun de proposer au Conseil Communal de donner délégation au Collège Communal pour les procédures de marché public suivantes :

| <u>Articles (service extraordinaire)</u> | | <u>Libellés</u> | |
|------------------------------------------|---------------------------------------------------------|-----------------|--|
| <u>Montant</u> | | | |
| - 104/74151 : 20150003.2015 : | Acquisition de mobilier de bureau | 15.000 € | |
| - 104/74253 : 20150004.2015 : | Acquisition de matériel informatique | 100.000 € | |
| - 104/72460 : 20150002.2015 : | Réparation escalier, plancher château communal | 20.000 € | |
| - 421/74451 : 20150014.2015 : | Acquisition d'un tracteur | 100.000 € | |
| - 421/74451 : 20150015.2015 : | Acquisition d'une faucheuse | 50.000 € | |
| - 421/74451 : 20150016.2015 : | Acquisition d'une nacelle | 25.000 € | |
| - 421/72353 : 20150065.2015 : | Aménagement Bât. industriel et d'exploitation | 15.000 € | |
| - 421/73360 : 20150053.2015 : | Honoraires travaux entretien de la voirie exercice 2015 | 20.000€ | |
| - 421/73360 : 20150055.2015 : | Honoraires aménagement de trottoirs Ch. de la Ferme | 35.000€ | |

| | | |
|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------|
| - 421/73560 : 20150013.2015 : | Matériaux de voirie - 2015 | 35.000 € |
| - 423/74152 : 20150017.2015 : | Signalisation routière petit matériel d'équipement | 10.000 € |
| - 482/73360 : 20150018.2015 : | Honoraires curage cours d'eau | 1.500 € |
| - 722/72360 : 20150023.2015 : | Divers aménagements écoles | 100.000 € |
| - 722/73360 : 20150071.2015 : | Honoraires aménagement parking école d'Erbisoeul | 20.000€ |
| - 722/74198 : 20150024.2015 : | Achat de matériel d'équipement mobilier scolaire pour les 3 écoles | 30.000 € |
| - 762/73360 : 20150068.2015 : | Honoraires auteur projet étude ventilation salle Galant | 7.500€ |
| - 764/73360 : 20150035.2015 : | Honoraires éclairage parcours Vita | 4.000€ |
| - 773/72360 : 20150036.2015 : | Mise en valeur de la Fontaine Locquet | 10.000 € |
| - 877/73360 : 20150040.2015 : | Honoraires égouttage rue du Bois d'Arras | 3.000€ |
| - 878/72460 : 20150042.2015 : | Travaux maintenance Bât. cimetières | 20.000 € |

Attendu qu'il est demandé au Conseil Communal de déléguer au Collège Communal, sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, la réalisation des marchés susmentionnés;

Attendu qu'il est proposé au Conseil Communal de fixer comme procédure pour la réalisation des marchés susmentionnés, la procédure négociée sans publicité ou la procédure négociée par facture acceptée ;

Attendu que cette délégation ne vaut que pour les marchés d'un montant hors TVA inférieur ou égal à 8.500 EUR et dont les crédits, repris ci avant, ont été approuvés par le Conseil Communal en séance du 16 décembre 2014 ;

Attendu que cette délégation ne sera d'application qu'une fois le budget 2015 approuvé par les autorités de tutelle ;

Sur proposition du Collège Communal,

Décide, avec 15 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er :

D'approuver la délégation au Collège Communal, sous réserve de l'article L1222-4 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, pour la réalisation de marchés publics portant sur de petits investissements relevant du service extraordinaire, dont le montant estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à maximum 8.500 EUR et dont les crédits de dépenses ont été approuvés via le budget 2015 en séance du Conseil Communal du 16 décembre 2014.

Article 2 :

Il sera passé des marchés dont le montant unitaire estimé, hors taxe sur la valeur ajoutée, s'élève à maximum à 8.500 EUR et ayant pour objet l'acquisition des fournitures suivantes :

| | | |
|-------------------------------|------------------------------------------------|-----------|
| - 104/74151 : 20150003.2015 : | Acquisition de mobilier de bureau | 15.000 € |
| - 104/74253 : 20150004.2015 : | Acquisition de matériel informatique | 100.000 € |
| - 104/72460 : 20150002.2015 : | Réparation escalier, plancher château communal | 20.000 € |
| - 421/74451 : 20150014.2015 : | Acquisition d'un tracteur | 100.000 € |
| - 421/74451 : 20150015.2015 : | Acquisition d'une faucheuse | 50.000 € |
| - 421/74451 : 20150016.2015 : | Acquisition d'une nacelle | 25.000 € |

| | | |
|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------|-----------|
| - 421/72353 : 20150065.2015 : | Aménagement Bât. industriel et d'exploitation | 15.000 € |
| - 421/73360 :20150053.2015 : | Honoraires travaux entretien de la voirie exercice 2015 | 20.000€ |
| - 421/73360 :20150055.2015 : | Honoraires aménagement de trottoirs Ch. de la Ferme | 35.000€ |
| - 421/73560 : 20150013.2015 : | Matériaux de voirie - 2015 | 35.000 € |
| - 423/74152 : 20150017.2015 : | Signalisation routière petit matériel d'équipement | 10.000 € |
| - 482/73360 :20150018.2015 : | Honoraires curage cours d'eau | 1.500 € |
| - 722/72360 : 20150023.2015 : | Divers aménagements écoles | 100.000 € |
| - 722/73360 :20150071.2015 : | Honoraires aménagement parking école d'Erbiseoul | 20.000€ |
| - 722/74198 : 20150024.2015 : | Achat de matériel d'équipement mobilier scolaire pour les 3 écoles | 30.000 € |
| - 762/73360 :20150068.2015 : | Honoraires auteur projet étude ventilation salle Galant | 7.500€ |
| - 764/73360 :20150035.2015 : | Honoraires éclairage parcours Vita | 4.000€ |
| - 773/72360 : 20150036.2015 : | Mise en valeur de la Fontaine Locquet | 10.000 € |
| - 877/73360 :20150040.2015 : | Honoraires égouttage rue du Bois d'Arras | 3.000€ |
| - 878/72460 : 20150042.2015 : | Travaux maintenance Bât. cimetières | 20.000 € |

Article 3 :

Les marchés dont question à l'article 2 seront passés par procédure négociée sans publicité ou par procédure négociée par facture acceptée lors du lancement de la procédure, conformément à la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et à ses arrêtés d'exécution. Sauf impossibilité, 3 prestataires au moins seront consultés.

Article 4 :

La division en lot n'est applicable que pour consulter des prestataires spécifiques aux fourniture, services ou travaux demandés, mais en aucun cas l'ensemble des lots du marché ne pourra dépasser le seuil de 8.500 € HTVA.

Article 6 :

D'annexer la présente résolution au mandat de paiement de chaque dépense réalisée.

Article 7 :

De transmettre la présente résolution à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

-
6. **Marchés publics – Adhésion de la Commune de Jurbise à la Centrale de marchés de l'ONSSAPL – instauration d'un régime de pension complémentaire pour le personnel contractuel – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL,siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, et notamment l'article L1122-30 ;

Vu la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'avis de marché publié par l'ONSSAPL en date du 21 février 2010 dans le Bulletin des Adjudications et en date du 3 février 2010 dans le Journal Officiel de l'Union européenne, au terme duquel la procédure d'appel d'offres général portant sur la mise en place d'un régime de pension complémentaire pour le personnel contractuel a été lancée;

Vu la décision de l'ONSSAPL du 29 juillet 2010 d'attribuer cette procédure de marché, suivant les termes du cahier spécial des charges, à l'association momentanée Dexia Insurances Belgium (DIB)-Ethias ;

Attendu qu'il est considéré comme n'est pas justifiable que, pour des prestations identiques, les agents contractuels bénéficient d'une pension légale considérablement plus basse que celle des statutaires;

Considérant que, pour ce motif, le Conseil communal entend adhérer à un système d'assurance-groupe, ayant pour but la constitution, pour chaque agent contractuel, d'une rente de pension complémentaire à la pension légale, qui lui sera versée au moment de son départ à la pension ;

Considérant que le marché public évoqué plus haut, conclu par l'ONSSAPL en tant que centrale de marchés, permet de rencontrer les besoins de la Commune de Jurbise ;

Considérant qu'en vertu de l'article 15 de la loi du 15 juin 2006, le pouvoir adjudicateur qui recourt à une centrale de marchés est dispensé de l'obligation d'organiser lui-même une procédure de passation;

Vu le règlement de pension relatif au régime de pension du 2^{ème} pilier en faveur des membres du personnel contractuel d'un pouvoir local, transmis par l'association momentanée Dexia Insurances Belgium (DIB)-Ethias, et qui sera remis aux membres du personnel ;

Attendu qu'il est proposé de fixer la contribution d'assurance groupe à 1% du salaire donnant droit à la pension ;

Vu le protocole d'accord conclu avec les organisations représentatives des travailleurs en date du 3 novembre 2014 ;

Décide, à l'unanimité :

Article 1:

La Commune de Jurbise instaure un régime de pension complémentaire pour son personnel contractuel à partir du 1^{er} janvier 2015.

Article 2:

La Commune de Jurbise est l'organisateur du plan de pension pour son personnel contractuel.

Article 3:

La Commune de Jurbise adhère à la centrale de marchés de l'ONSSAPL, et, partant, au marché conclu avec l'association momentanée DIB-ETHIAS, aux termes et conditions du cahier spécial des charges de l'appel d'offres général attribué à ladite association momentanée en date du 29 juillet 2010.

Le Collège communal est chargé de l'exécution ultérieure de la présente délibération;

Article 4:

La Commune de Jurbise approuve le règlement de pension joint en annexe à la présente délibération. La contribution d'assurance groupe s'élève à 1 % du salaire donnant droit à la pension.

Article 5:

Le Conseil communal de Jurbise communiquera le règlement de pension aux membres de son personnel contractuel qui en font la demande.

Article 6:

La Commune de Jurbise décide de verser, en faveur des membres du personnel en service à la date d'entrée en vigueur du régime de pension complémentaire, des contributions de rattrapage pour une ou plusieurs parties de la période déjà prestée avant la date d'entrée en vigueur du régime de pension au sein de l'Administration. Cette contribution de rattrapage consistera en une prime égale au pourcentage d'allocation normal du salaire annuel donnant droit à la pension, multiplié par au maximum le nombre d'années et de mois de service entre la date d'entrée en service et la date d'entrée en vigueur du régime de pension. L'ampleur de cette contribution de rattrapage sera systématiquement fixée par le Collège communal, chargé par le Conseil communal de l'exécution de la présente délibération.

Article 7:

Copie de cette décision est adressée à l'ONSSAPL, rue Joseph II, 47, 1000 Bruxelles, ainsi qu'aux autorités de tutelle et à Monsieur le Directeur financier.

-
7. **Marchés publics – MP 2015-01-SG-GU relatif à la fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 25, et notamment l'article 38 permettant une exécution conjointe des fournitures pour le compte de pouvoirs adjudicateurs différents ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-01-SG relatif au marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 176.893,50 € hors TVA ou 214.041,14 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par appel d'offres ouvert ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché conjoint pour lequel la Commune de Jurbise exécutera la procédure et interviendra au nom du CPAS de Jurbise et des Fabriques d'Eglise implantées sur la Commune, et ce jusqu'à l'attribution du marché ;

Considérant que les achats collectifs peuvent permettre une économie considérable et une simplification administrative ;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits à l'exercice ordinaire du budget 2015, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503, 72201/12503, 72202/12503, 72203/12503, 767/12503, 762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703 ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 15 janvier 2015, et obtenu le 23 janvier ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - De choisir l'appel d'offres ouvert comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-01-SG et le montant estimé du marché "Fourniture de gasoil de chauffage pour les bâtiments communaux, du CPAS et des Cultes, et de gasoil routier pour les véhicules de l'Administration", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 176.893,50 € hors TVA ou 214.041,14 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - La Commune de Jurbise est mandatée pour exécuter la procédure et pour intervenir au nom du CPAS de Jurbise et des Fabriques d'Eglise implantées sur la Commune, et ce jusqu'à l'attribution du marché.

Article 4. - En cas de litige concernant ce marché public, chaque pouvoir adjudicateur est responsable pour les coûts éventuels occasionnés par celui-ci, à concurrence de sa participation au marché.

Article 5. - Copie de cette décision est transmise aux pouvoirs adjudicateurs participants.

Article 6. - De compléter et d'envoyer le formulaire standard de publication au niveau national.

Article 7. - De financer cette dépense par le crédit inscrit à l'exercice ordinaire du budget 2015, articles 421/12703, 722/12703, 83202/12703, 421/12503, 722/12503, 72201/12503, 72202/12503, 72203/12503, 767/12503, 762/12503, 76201/12503, 84010/12503 ainsi que 837/12503, 8351/12503 et 8443/12703

Article 8. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

8. **Marchés publics – MP 2015-02-SG-GU relatif à l'achat d'éléments de signalisation routière – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant que le Service Juridique a établi une description technique N° 2015-02-SG-GU pour le marché "Achat d'éléments de signalisation routière" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 11.157,02 € hors TVA ou 13.500 €, 21% TVA comprise;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2015, articles 423/74152:20150017.2015 et 423/14002 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver la description technique N° 2015-02-SG-GU et le montant estimé du marché "Achat d'éléments de signalisation routière", établis par le Service Juridique. Le montant estimé s'élève à 11.157,02 € hors TVA ou 13.500 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit aux budgets ordinaire et extraordinaire de l'exercice 2015, articles 423/74152:20150017 et 423/14002.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

9. **Marchés publics – MP 2015-03-SG-GU relatif à la fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC et géotextile– mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

Monsieur Delhaye fait remarquer, comme lors des années précédentes, que la réalisation d'un marché public portant sur plusieurs années, et non pas sur une seule, lui semblerait plus intéressant au niveau financier.

L'Echevin des Travaux et la Présidente lui précisent que l'établissement d'une procédure portant sur plusieurs années ne semble que difficilement envisageable dans ce type de procédure, compte tenu de l'impossibilité pour les fournisseurs potentiels de s'engager sur des montants fixes durant plusieurs années.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-03-SG-GU relatif au marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC et géotextile" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73560.20150013.2015 ;

DECIDE, avec 15 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-03-SG-GU et le montant estimé du marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en PVC et géotextile", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73560.20150013.2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

10. **Marchés publics – MP 2015-04-SG-GU relatif à la fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte – mode de passation, conditions et CSCh – approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-04-SG-GU relatif au marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73560.20150013.2015 ;

DECIDE, avec 15 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-04-SG-GU et le montant estimé du marché "Fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en fonte", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73560.20150013.2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

11. Marchés publics – MP 2015-05-SG-GU relatif à la fournitures d'accessoires de voiries et d'égouttages en béton – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-05-SG-GU relatif au marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73560.20150013.2015 ;

DECIDE, avec 15 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-05-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture d'accessoires de voirie et d'égouttage en béton", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.479,33 € hors TVA ou 3.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73560.20150013.2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

12. **Marchés publics** – MP 2015-06-SG-GU relatif à la fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages – mode de passation, conditions et CSCh – **approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-06-SG-GU relatif au marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages" établi par le Service Juridique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 4.958, 67 € hors TVA ou 6.000 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73560.20150013.2015 ;

DECIDE, avec 15 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-06-SG-GU et le montant estimé du marché "Fourniture de matériaux (béton, sable, stabilisé,...) pour la maintenance extraordinaire des voiries et égouttages", établis par le Service Juridique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 4.958, 67 € hors TVA ou 6.000 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article 421/73560.20150013.2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

13. **Marchés publics** – MP 2015-07-SG relatif à la mise à disposition d'un système de géolocalisation des incivilités et sinistres – **approbation**

Madame Senecaut demande si le nombre d'incivilités commises sur le territoire communal sur une année est connu, estimant que le vote sur cette procédure de marché pourrait dès lors être fait en totale connaissance des réalités du terrain.

La Présidente lui répond que ces chiffres seront demandés à l'Administration et communiqués lors d'une prochaine séance du Conseil communal.

Madame Senecaut déplore le fait que ces chiffres ne soient pas mis à disposition de l'assemblée au moment de procéder au vote sur un marché qui engagera la Commune de Jurbise à hauteur d'un montant estimé de 26.000 €. Elle estime également que le recours à un tel logiciel équivaut à organiser un système de délation organisée.

La Présidente lui précise que le montant estimé est destiné à couvrir les reconductions éventuelles (trois maximum) de l'abonnement qui sera conclu avec le prestataire désigné, et que ce logiciel ne devrait pas servir uniquement à faire connaître des incivilités : des trous dans les voiries, des points lumineux défectueux pourront aussi, par exemple, être signalés. La Présidente précise également qu'il s'agit d'un service offert au citoyen, destiné à garantir une intervention rapide de l'Administration à l'égard des problèmes signalés.

Malgré la demande de Madame Senecaut, la Présidente refuse de reporter le vote sur ce point à une prochaine séance.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-07-SG relatif au marché "Mise à disposition d'un système de géolocalisation des incivilités et sinistres" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de 12 mois, renouvelable tacitement à échéance, et pour une durée maximale de 48 mois, conformément à l'article 37 §2 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 21.487,60 € hors TVA ou 26.000,00 €, 21% TVA comprise, tenant compte d'une durée maximale de 48 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire de l'exercice 2015 du Budget communal, article 104/74298.20150048:2015 ;

Attendu que l'avis de légalité du Directeur financier a été demandé en date du 22 janvier 2015 ;

DECIDE, avec 15 voix pour et 3 abstentions :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-07-SG et le montant estimé du marché "Mise à disposition d'un système de géolocalisation des incivilités et sinistres", établis par l'auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 21.487,60 € hors TVA ou 26.000,00 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au service extraordinaire de l'exercice 2015 du Budget communal, article 104/74298.20150048:2015.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

14. **Marchés publics – MP 2015-08-SG relatif à la fourniture et au placement de rideaux de scène dans une salle culturelle communale– approbation**

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 4 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-08-SG-GU relatif au marché “Fourniture et placement de rideaux de scène dans une salle culturelle communale” établi par l’administration ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s’élève à 4.510,00 € hors TVA ou 5.457,10 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu’il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au service extraordinaire de l’exercice 2015 du Budget communal, article 762/72454 :20150045;

DECIDE, à l’unanimité :

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D’approuver le cahier des charges N° 2015-08-SG-GU et le montant estimé du marché “Fourniture et placement de rideaux de scène dans une salle culturelle communale”, établis par l’auteur de projet. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d’exécution des marchés publics. Le montant estimé s’élève à 4.510,00 € hors TVA ou 5.457,10 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au au service extraordinaire de l’exercice 2015 du Budget communal, article 762/72454 :20150045.

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l’Autorité supérieure.

15. Travaux – Marché public relatif à la désignation d’un auteur de projet pour l’aménagement de trottoirs au chemin de la Ferme – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l’article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 3 ;

Considérant le cahier des charges N° 2015-RP-01 relatif au marché "Auteur de projet pour aménagement de trottoirs au chemin de la Ferme" établi par le Service Travaux ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 11.900,83 € hors TVA ou 14.400,00 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article budgétaire n° 421/73360 :20150055.2015 ;

DECIDE à l'unanimité ;

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° 2015-RP-01 et le montant estimé du marché "Auteur de projet pour aménagement de trottoirs au chemin de la Ferme", établis par le Service Travaux. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 11.900,83 € hors TVA ou 14.400,00 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article budgétaire n° 421/73360 :20150055.2015

Article 5. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

16. Travaux – Marché public relatif à l'entretien extraordinaire du ruisseau d'Erbisoeul - 3^{ème} catégorie – mode de passation, conditions et CSCh – approbation

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 relatif aux compétences du Conseil communal, et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant que le marché de conception pour le marché "Entretien extraordinaire du ruisseau d'Erbisoeul-3ème catégorie" a été attribué à Hainaut Ingénierie Technique - Cellule cours d'eau, rue Saint-Antoine, 1 à 7021 Havré ;

Considérant le cahier des charges N° CE/1160/2014/0039 relatif à ce marché établi par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique - Cellule cours d'eau, rue Saint-Antoine, 1 à 7021 HAVRE ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 49.512,43 € hors TVA ou 59.910,04 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article budgétaire n° 482/73560 :20150019.2015 ;

DECIDE à l'unanimité ;

Article 1er. - De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

Article 2. - D'approuver le cahier des charges N° CE/1160/2014/0039 et le montant estimé du marché "Entretien extraordinaire du ruisseau d'Erbisoeul-3ème catégorie", établis par l'auteur de projet, Hainaut Ingénierie Technique - Cellule cours d'eau, rue Saint-Antoine, 1 à 7021 HAVRE. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 49.512,43 € hors TVA ou 59.910,04 €, 21% TVA comprise.

Article 3. - De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2015, article budgétaire n° 482/73560 :20150019.2015 ;

Article 4. - Cette décision est portée sur la liste récapitulative qui est transmise à l'Autorité supérieure.

17. Urbanisme – Permis d'urbanisation portant sur 7 lots situés sur une parcelle sise rue Claus, section E n°128 à Masnuy-Saint-Jean – approbation

Monsieur Delhaye interroge l'Echevin de l'Urbanisme sur les conditions qui seront imposées au lotisseur à l'égard du caractère inondable de la zone de lotissement. L'Echevin de l'Urbanisme lui répond en rappelant notamment que les deux lots les plus problématiques en la matière ont été exclus des lots bâtissables, et que le respect des avis sollicités auprès des instances autorisées a été imposé.

Tout en prenant acte des conditions imposées au lotisseur, Monsieur Delhaye estime toutefois qu'il s'agit d'un jeu dangereux compte tenu du caractère inondable de cette zone.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation, et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du conseil communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, et ses modifications ultérieures;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie;

Vu la demande introduite le 7 août 2014 par le Géomètre Meunier mandaté par la Famille Robyns de Schneidauer et relative à un projet de permis d'urbanisation sur le terrain sis rue Claus à 7050 Masnuy-Saint-Jean, cadastré Section E n°128;

Vu que le projet porte sur la création de 7 lots comme terrains à bâtir et 1 lot à exclure car situé en zone agricole, ainsi que sur la modification de la voirie communale;

Vu la loi du 29 mars 1962, organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois des 22 avril 1970, 22 décembre 1970, 25 juillet 1974 et 28 juillet 1976;

Vu que le projet s'inscrit dans une zone d'habitat à caractère rural sur 50 mètres de profondeur à front de voirie et au-delà en zone agricole;

Vu que le projet s'inscrit en zone d'habitat résidentiel à ouverture paysagère sur 50 mètres de profondeur à front de voirie et, au-delà, en zone agricole au Schéma de Structure Communal ;

Considérant que le projet a été soumis à enquête publique du 29 août 2014 au 12 septembre 2014 pour le motif suivant: article 330, 9 du C.W.A.T.U.P.E. - permis d'urbanisation visé aux articles 128 et 129 (modification de voirie communale);

Vu l'arrêté royal du 6 février 1971, modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 1977 sur l'instruction de la publicité des demandes de permis de bâtir, notamment l'article 6;

Attendu qu'à la suite de la publicité visée aux articles 5 et 6 de l'arrêté royal du 6 février 1971, modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 1997, cinq riverains ont introduit une lettre de remarques;

Considérant que celles-ci portent sur :

- le fait qu'une partie des terrains se situe en zone inondable et sur le fait que des constructions à cet endroit aggraveront le problème d'inondation dont souffrent déjà plusieurs riverains ;
- sur la possibilité d'envisager la création d'un bassin d'orage pour recueillir le surplus d'eau ;
- sur la voirie qui est fort étroite et qui ne permet pas facilement le croisement de véhicules ;
- sur le manque de trottoirs dans la rue et la vitesse des automobilistes ;
- sur l'augmentation du trafic routier si le lotissement se réalise ;
- sur les prescriptions beaucoup moins strictes que celles qui sont appliquées dans les lotissements voisins, ce qui risque d'entraîner un risque accru d'obtenir une trop grande disparité au niveau des volumes (mitoyenneté et zones de dégagement plus réduites) mais aussi au niveau des couleurs, du style ou encore par leur disposition (décrochage). La rue Claus est actuellement composée de constructions présentant des caractéristiques rurales et les réclamants souhaitent que cette harmonie soit préservée.

Considérant que l'avis de la Direction de l'Agriculture a été sollicité et que celui-ci réceptionné en date du 1^{er} septembre 2014 est favorable et libellé comme suit :

« Dossier non agricole ;

Vu que le projet du bâti est situé majoritairement sur la partie de la parcelle située en zone d'habitat à caractère rural et de manière non significative en zone agricole au plan de secteur ;

Vu que la partie de la parcelle restante à l'arrière du projet et située en zone agricole au plan de secteur est préservée et laissée à l'agriculture ;

Considérant que la demande n'est pas susceptible de mettre en péril la zone agricole à cet endroit et pour autant qu'un article dérogatoire du C.W.A.T.U.P.E. soit d'application : Avis favorable. »

Vu que l'avis du Service incendie a été sollicité et que celui-ci, réceptionné en date du 23 septembre 2014, est favorable conditionnel ;

Considérant que ce rapport met en évidence que les ressources en eau pour l'extinction des incendies de la rue Claus ne satisfont pas les prescriptions de la Circulaire ministérielle du 14/10/1975 en termes de débit, à savoir une fourniture de 20 m³/h minimum ; des citernes d'eau ne devant servir que pour l'extinction des incendies seraient à installer soit par le lotisseur pour l'ensemble du lotissement d'une capacité minimum de 40 m³ sur une parcelle à extraire des surfaces loties, soit par le futur constructeur sur chaque lot d'une capacité de 10m³ ;

Considérant que l'avis du Commissaire voyer a été sollicité sur les aménagements de voirie et celui-ci, réceptionné en date du 19 septembre 2014, est favorable conditionnel et fixe les charges qu'il convient d'imposer au demandeur en matière d'équipement de voirie;

Considérant que dans cet avis, il est rappelé que la reprise par la commune des équipements de voirie ne pourra intervenir qu'à titre gratuit, après réception définitive des travaux et sur base d'un plan de délimitation à fournir par le lotisseur renseignant les nouvelles limites de voirie ;

Considérant que l'avis de la Direction des cours d'eau non navigables a été sollicité ; celui-ci, réceptionné en date du 25 septembre 2014, est favorable conditionnel et stipule notamment que *« conformément à la circulaire du 9 janvier 2003 relative à la délivrance de permis dans les zones exposées à des inondations, tout remblai y est interdit et que de plus, le demandeur devra prendre toutes les dispositions qui s'imposent pour palier à tout dégât lié aux inondations et en assumer seul la charge sans recours possible contre le gestionnaire du cours d'eau ;*

Considérant que l'avis de la C.C.A.T.M. est favorable à condition de respecter l'avis du service incendie en imposant au lotisseur de placer une citerne de 40 m³ sur les lots 1 et 2 à exclure du lotissement puisqu'ils sont situés en zone inondables, de respecter l'avis du HIT et l'avis de la Direction des cours d'eau non navigables, et qu'elle propose aussi d'exclure la possibilité de construire en mitoyenneté ;

Considérant qu'une citerne d'eau de pluie d'une capacité de 10 m³ devra être placée par le futur constructeur sur chaque lot;

Considérant que pour respecter le cadre bâti et la zone d'habitat résidentiel à ouverture paysagère du Schéma de Structure Communal, le Collège communal propose de suivre la proposition de la C.C.A.T.M. visant à exclure la possibilité de construire en mitoyenneté ;

Considérant que les options et mesures d'aménagement du Schéma de Structure Communal indiquent (page 185/202) que « par rapport aux zones inondables, la sensibilisation de la population portera sur leur rôle et l'importance de les préserver afin de ne pas en créer de nouvelles en aval » ; que la recommandation de la C.C.A.T.M. visant à exclure les lots 1 et 2 est donc pertinente ;

Vu la décision du Collège communal du 1/12/2014;

Décide, avec 15 voix pour et 3 abstentions:

Article 1er : D'émettre un avis favorable sur le projet de permis d'urbanisation sur le terrain sis rue Claus à 7050 Masnuy-Saint-Jean, cadastré Section E n°128, en respectant les conditions émises par:

- le Hainaut Ingénierie Technique ;
- la Direction des Cours d'Eau non navigables ;
- le Service Incendie, notamment le placement d'une citerne de 10 m³ sur chaque lot par le futur constructeur ;
- la C.C.A.T.M. : exclure la possibilité de construire en mitoyenneté et exclure les lots 1 et 2 situés en zone inondable;

Article 2 : De transmettre un exemplaire de la présente décision au fonctionnaire délégué de la Direction Générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine de la Région Wallonne, au propriétaire du terrain à lotir et à son mandataire, auteur de projet.

18. Travaux – Désaffectation de matériel du service technique - chargeur frontal équipant le tracteur Case 4240 désaffecté en 2013 – approbation

Madame Senecaut s'étonne du fait que le Conseil communal soit invité à voter sur la désaffectation de ce chargeur frontal alors qu'un nouveau chargeur a été livré avec le nouveau tracteur.

L'Echevin des Travaux lui répond que la possibilité de livrer le tracteur avec un nouveau chargeur avait été prévue au CSCh, dans le cas de figure où l'ancien chargeur ne serait pas compatible avec le nouveau tracteur, et que cette possibilité, effectivement proposée par le fournisseur, s'avérerait financièrement intéressante.

LE CONSEIL COMMUNAL, siégeant en séance publique,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1122-30 relatif aux compétences du Conseil communal ;

Attendu que le Collège communal, en date du 20/01/2014, a marqué son accord sur la revente du tracteur de marque Case 4240, n° de châssis 4240ALPJJE0926780 et immatriculé HVT551 ;

Attendu que l'Administration Communale avait conservé le chargeur frontal Fauchaux F200, jusqu'alors installé sur le tracteur Case 4240, en vue de le réinstaller sur un nouveau tracteur ;

Considérant qu'un nouveau tracteur de marque Kubota nous a été livré à l'issue de la procédure de marché public MP 2014-09-SG-GU portant acquisition d'un tracteur pour le Service Travaux de l'Administration communale, avec lequel le chargeur frontal Fauchaux F200 n'était pas compatible ;

Vu le rapport du service des travaux proposant au Collège communal le déclassement et la revente de ce chargeur frontal ;

Attendu que ce matériel doit être désaffecté du Patrimoine Communal ;

Sur proposition du Collège Communal, en sa séance du 01/12/2014 ;

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : d'approuver la désaffectation du chargeur frontal Faucheux F200 du patrimoine de l'Administration Communale de Jurbise.

Article 2 : de transmettre un extrait de la présente délibération à Monsieur le Directeur financier pour disposition.

19. Question(s) orale(s).

Madame Senecaut demande au Collège communal si, comme promis lors de la séance du 16 décembre 2014, le nécessaire avait été réalisé afin de mettre sur pied, dans les meilleurs délais, le Conseil de Participation au sein de l'Ecole communale de Masnuy-Saint-Jean.

Madame Senecaut profite de cette question pour lire à l'assemblée un texte qui aurait été distribué ce même jour aux enfants de l'Ecole de Masnuy-Saint-Jean, et demande au Collège communal s'il cautionne son contenu.

La Présidente rappelle à Madame Senecaut le contenu de l'article 72 du Règlement d'ordre intérieur du Conseil communal, portant sur les modalités d'introduire une question orale lors des séances du Conseil.

L'Echevin de l'Enseignement indique qu'il n'est pas au courant du contenu du texte lu par Madame Senecaut, et lui répond, au sujet du Conseil de Participation de cette Ecole, que seule une enseignante doit encore être désignée par vote dans le courant des jours à venir. Une enseignante précédemment élue s'est effectivement désistée et doit par conséquent être remplacée.

A la question de Madame Senecaut, l'Echevin de l'Enseignement précise que le Conseil de Participation devrait pouvoir être mis concrètement en place d'ici la fin du mois de février.

Concernant le texte lu par ses soins, Madame Senecaut estime qu'il devrait être soumis à ce même Conseil de Participation.

Huis clos

POUR LE CONSEIL,

Le Directeur Général,

La Présidente,